

Histoire et développement

par Claude-Hélène PERROT (1)

Historiens d'une part et anthropologues spécialistes du développement de l'autre, il est rare que se dessinent et s'affirment tant de convergences de vues, tant de similitudes dans les questions posées aux sociétés africaines, entre chercheurs placés sous des étiquettes disciplinaires différentes, et relevant d'organismes à vocations aussi dissemblables que le sont l'Orstom et l'Université.

Pour avoir eu la chance de travailler à plusieurs reprises avec des chercheurs de l'Orstom, ou plus exactement pour avoir sollicité et reçu leurs conseils et leurs critiques sur des sujets tels que les plantes cultivées sur le littoral éburnéen à la fin du XVII^e siècle, ou les poissons et la pêche en lagune au XIX^e siècle, je voudrais simplement mettre à profit l'occasion donnée par le 30^e anniversaire des *Cahiers des Sciences humaines* pour dire un mot de ces similitudes et de ces convergences. Je me bornerai à ce que je connais le mieux, c'est-à-dire aux recherches conduites en Côte-d'Ivoire, pays qui d'ailleurs est celui de toute l'Afrique francophone où la densité des travaux effectués est la plus élevée – encore qu'elle baisse fortement quand on quitte la zone littorale pour aller vers le nord.

Ce qui frappe à la lecture de Jean-Pierre Chauveau, Alfred Schwartz, François Verdeaux, Jean-Marc Gastellu, Jean-Pierre Dozon, qui sont ou ont été, comme je le suis, « ivoiriens » par leur terrain de recherche, c'est la tendance générale à reculer vers l'amont les bornes chronologiques d'une enquête tout d'abord focalisée sur le contemporain, au sens le plus restreint du terme. Une nécessité semble s'être imposée à eux avec la force de l'évidence : pour évaluer des opérations de développement en cours ou achevées ou pour dresser l'« état des lieux » en économie ou en sociologie, les observations faites au présent devaient impérativement s'inscrire dans la longue durée. Comment en effet interpréter et comprendre les réactions positives ou négatives des populations sujettes à des opérations conçues hors d'elles-mêmes et comment imaginer un développement autocentré si les antécédents de ces populations restent ignorés ?

Une question première : quand et comment ces groupes qui aujourd'hui partagent un même espace territorial se sont-ils mis en place et selon quelles modalités, en matière de droit foncier notamment ? Quels rapports ont-ils eu entre eux et avec leurs communautés d'origine et comment, avec le temps, ces rapports ont-ils évolué ? Dans les collines riches en gîtes aurifères de

(1) Historienne. Professeur à l'université de Paris-I.

Kokumbo comme dans les plaines du bas Sassandra, c'est une histoire du peuplement qui est retracée. Elle ne se confond pas avec la reconstitution hasardeuse de lointaines migrations préalables à l'entrée en scène d'hypothétiques « premiers arrivants ». Toutes les composantes actuelles de la population sont au contraire prises en compte et cela jusqu'aux immigrants les plus récents installés dans les dernières décennies. Pour ne prendre qu'un exemple, la propension des Baoulé à emplir l'espace, si frappante aujourd'hui (on a même parlé d'une « idéologie expansionniste baoulé »), est un fait historique repérable tout au long du XIX^e siècle. Ces anthropologues se refusent à introduire arbitrairement une coupure, illégitime et inopérante, entre le présent, qu'il conviendrait d'ailleurs à chaque fois de situer dans une tranche chronologiques précise, et le passé. Mais où donc finit l'anthropologie et où commence l'histoire ?

Or pour un historien des sociétés africaines précoloniales la mise en évidence des phases de l'histoire du peuplement, comprise en ce sens, est à la base de toute reconstruction historique : les variations du poids relatif des groupes de présence – qu'il s'agisse d'ailleurs de lignages dans une société relativement homogène ou de groupes d'origines différentes – apparaissent en effet comme l'un des ressorts du dynamisme interne de la société. L'histoire événementielle ne peut devenir intelligible que si cette étude préalable a été effectuée.

Mais il existe d'autres convergences, qui tiennent à l'importance donnée par les uns et les autres à tous les facteurs de dynamisme qui ont agi et qui agissent à l'intérieur de la société.

Comme l'écrit un spécialiste du développement « les transformations les plus récentes, qu'elles soient ou non induites par des politiques de développement, sont toujours à saisir dans le fil de l'ensemble des changements qui, au cours de son histoire, ont produit une société ». Et il ne s'agit pas seulement de passer en revue les décisions, nombreuses et souvent discordantes, prises depuis le début du siècle par les services de l'agriculture, des pêches ou de l'élevage des administrations coloniale et postcoloniale, et d'examiner les causes de leur rejet ou de leur acceptation. Il ne faut pas s'en tenir « comme on l'a fait trop souvent dans les recherches sur les paysans en développement à l'étude des interventions et des contacts extérieurs ».

La façon dont les sociétés paysannes se sont adaptées à des modifications de leur environnement et dont elles ont adopté, sans y être contraintes, de nouvelles ressources et assimilé de nouvelles pratiques, est donc entré dans le champ d'investigation des spécialistes du développement en tant que thèmes centraux et non pas périphériques. Si on faisait une analyse quantifiée du vocabulaire orstomien, le mot « dynamisme » viendrait à coup sûr en tête de liste. La table des matières des *Cahiers des Sciences humaines* l'indiquerait à elle seule.

Or, les historiens d'une façon générale, à quelque continent qu'ils s'intéressent, se portent d'instinct, dans le matériel documentaire écrit ou oral qu'ils explorent, sur les traces ou indices laissés par les événements, les mutations ou les évolutions du passé ; ils se mettent à l'affût des dynamismes qui ont pu modifier, dans la longue ou la courte durée, les activités des hommes et les modes d'organisation des sociétés.

Les historiens de l'Afrique, quant à eux, ont depuis trois décennies fait craquer le cadre étroit de l'histoire politique dans lequel leurs prédécesseurs se sont trop souvent cantonnés. À présent ils abordent résolument, comme l'ont

fait avant eux les historiens des pays occidentaux, l'histoire globale des sociétés. Les domaines qu'ils fréquentent aujourd'hui sont outre l'histoire déjà évoquée de l'occupation de l'espace et du contrôle de cet espace, l'histoire des techniques agricoles, des relations avec l'environnement, de l'écologie, des calamités, sans oublier celle des mentalités (ou des « représentations », comme on dit aujourd'hui). Les paysages végétaux eux aussi ont une histoire, à laquelle plusieurs d'entre nous se sont attachés, tant au Burundi que dans le golfe de Guinée.

Pour prendre un exemple particulièrement démonstratif, mes collègues historiens du Centre de recherches africaines ont choisi comme thème d'étude commun l'histoire des plantes cultivées, pour lequel d'ailleurs ils bénéficient du concours d'un botaniste de l'Orstom, Jean-Louis Guillaumet. Comme chacun sait, l'un des changements les plus importants survenus dans l'agriculture en Afrique est l'introduction à partir du XV^e siècle de nouvelles plantes cultivées notamment le maïs et le manioc venus d'Amérique. Leur adoption a entraîné des modifications dans le calendrier agricole et dans les pratiques culturelles. Or on connaît mal les étapes de la diffusion de ces nouvelles cultures qui, fait remarquable, se sont répandues non pas sous l'effet de mesures coercitives mais de façon spontanée. Ce chapitre non négligeable de l'histoire des innovations dans le monde rural peut être écrit en utilisant toute une gamme de sources documentaires, des relations de voyage anciennes aux enquêtes orales.

On peut faire état également d'un autre thème qui nous est commun : celui des savoirs locaux et particulièrement des réponses données aux situations de crise alimentaire, qui montre la plasticité de sociétés que naguère encore on présentait comme figées et indéfiniment répétitives.

Un dernier exemple : les processus d'accumulation et de reconversion des richesses acquises qu'a pu observer dans les années soixante-dix un anthropologue économiste, Jean-Marc Gastellu, chez les grands planteurs du sud-est de la Côte-d'Ivoire sont en parfaite continuité avec ceux qui ont porté au premier plan au XVIII^e siècle, dans la même région, tel *self made man* dont j'ai pu à travers les traditions orales retracer l'étonnante ascension politique dans un contexte social qui n'avait rien d'immuable.

Que de convergence, que de similitudes ! Et que de travaux à poursuivre en commun ! Un seul regret : pourquoi l'histoire qui est partout présente à l'Orstom, où elle se dissimule sous des rubriques telle que « changement » (opposé tant de fois à « tradition »), « dynamismes », etc. n'apparaîtrait pas par elle-même pour être enfin reconnue comme une discipline sœur, et sœur jumelle, de l'anthropologie ?